DÉCLARATION FNEC FP-FO
COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION
19 DÉCEMBRE 2023
Académie de Bordeaux

Madame la Rectrice,
Mesdames & Messieurs les membres du CSA Académique,

Tout d'abord nous souhaitons dire une nouvelle fois qu'il n'est pas acceptable que les organisations syndicales représentatives reçoivent les documents de travail de ce CSAA aussi tardivement… Certes, nous avons participé à de nombreux GT, trop nombreux d'ailleurs, au cours desquels nous avons découvert ces documents sans avoir réellement le temps de les travailler, mais les documents définitifs que nous allons étudier aujourd'hui ne sont arrivés jusqu'à nous que vendredi 15 décembre, soit seulement 4 jours avant ce CSAA. Et le dernier GT s'est tenu le 14 décembre. Nous sommes bien conscients des difficultés auxquelles sont confrontés les services essentiellement du fait du manque de postes et de moyens administratifs, mais la participation de la FNEC FP-FO aux instances dépendra désormais du respect des délais règlementaires de l'envoi des documents de travail.

En cette fin d'année 2023, nous avons décidé de faire une courte déclaration, ou du moins plus courte qu'habituellement, en allant à l'essentiel.

Nous souhaitons dénoncer ici l'opération de communication du Ministre Attal avec son message adressé aux personnels. Le Ministre nous parle de « choc des savoirs » et de « mobilisation absolue pour l'élévation du niveau de nos élèves », mais la réalité est tout autre. A la FNEC FP-FO nous avons bien compris que le MEN essaie surtout de manipuler l'opinion publique et les personnels. En effet, il annonce des mesures qui, vues de loin, pour certaines d'entre-elles, pourraient paraître aux uns et aux autres allant dans le bon sens, tellement la situation de l'Ecole de la République est catastrophique et que tous souhaitent que laxisme et démagogie disparaissent de leur quotidien professionnel…

Concrètement, par exemple, le ministre annonce vouloir recruter, surtout en mathématiques et en français pour mettre en place les groupes de niveau, mais il sait bien qu'il n'y parviendra pas puisqu'il va être confronté à la baisse du nombre de places aux concours : 15 places en moins à l'agrégation externe de mathématiques, 0 place au CAPES externe de mathématiques, 31 places en moins à l'agrégation interne de lettres et 57 au CAPES externe de lettres modernes.

Rappelons ici quand même que depuis le premier quinquennat du Président Macron, les suppressions de postes et les réformes venues d'en haut sans véritable dialogue avec les représentants des personnels, ont accéléré la politique de destruction de l'Ecole de la République !

Ce sont les politiques publiques menées depuis des décennies par les différents gouvernements qui se sont succédés qui sont responsables de la situation proche du chaos dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui ! Ne l'oublions pas !

Quelles que soient les mesures annoncées, la réalité c'est que ce gouvernement va encore supprimer 2500 postes pour la rentrée 2024.

La réalité c'est que les candidats aux concours sont de moins en moins nombreux.

La réalité, c'est qu'il est de plus en plus difficile pour vos services, Madame La Rectrice, de recruter des enseignants contractuels.

La réalité, c'est que nous avons encore en ce mois de décembre, des élèves qui n'ont pas d'enseignants formés face à eux, et même parfois pas d'enseignants du tout.

La réalité, c'est que le climat scolaire dans nos établissements se dégrade sans cesse et que nous allons malheureusement très certainement assister dans les mois qui viennent à une multiplication des agressions contre les personnels si rien n'est fait. Nous en profitons pour vous demander ici, Madame La Rectrice, d'accepter de reconnaître le droit de retrait que nos collègues du lycée Jean Monnet à Libourne ont exercé durant la semaine du 4 décembre. Rappelons que l'auteur des menaces de mort affirmait vouloir passer à l'acte dans les 7 jours… Les considérer grévistes enverrait un message négatif, montrant un manque de soutien de l'autorité académique à toute la communauté éducative. Les collègues du lycée Jean Monnet sont venus tous les jours dans l'établissement pour réfléchir collectivement à la situation et pour tenter de trouver des pistes de solutions afin de pouvoir travailler plus sereinement.

Et que dire de la politique de l'Ecole inclusive ?

La FNEC FP-FO a réuni à Paris le 17 novembre des représentants de tous les départements de France qui ont dressé un bilan terrible de la politique d'inclusion systématique mise en place depuis la loi Boisseau-Montchamp de 2005 qui nie le droit aux élèves en situation de handicap de bénéficier de conditions d'apprentissage adaptées à leurs difficultés et le droit d'accéder à des qualifications et à l'émancipation. L'inclusion systématique et forcée dégrade considérablement les conditions de travail des personnels et d'apprentissage de tous les élèves !

Et avec l'acte 2 de l'Ecole inclusive annoncé par le Président Macron, nous avons la confirmation que le chef de l'Etat veut aller jusqu'au bout de la destruction des structures spécialisées et adaptées, plaçant tous les personnels, les élèves et les familles dans des situations insupportables et maltraitantes. La mise en place des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) a déjà été imposée à l'Assemblée nationale avec l'article 49-3. Les PAS permettront à l'Education nationale de mettre la main sur les notifications MDPH de manière à réduire encore l'accompagnement dû aux élèves !

La FNEC FP-FO a bien compris que l'acte 2 de l'Ecole inclusive, c'est davantage d'élèves porteurs d'un handicap dans nos classes avec moins d'accompagnement ! Les économies sur le dos des services publics, des élèves les plus fragiles et des personnels, ça suffit !

La FNEC FP-FO appelle tous les personnels à préparer la grève et la montée à Paris le 25 janvier en direction du ministère pour lutter contre les maltraitances de l'Ecole inclusive et pour revendiquer des moyens en personnels enseignants, en éducateurs spécialisés et en structures adaptées.

Et que dire de la réforme des LP ?

Depuis plusieurs mois le SNETAA-FO demande à la Ministre Grandjean d'accepter de travailler à un diagnostic partagé, honnête et exhaustif pour qu'enfin on puisse apporter les réponses aux attentes de tous, familles, élèves, entreprises et professeurs. Mais la Ministre n'écoute rien ni personne. Elle continue d'avancer vers l'objectif principal que lui a fixé le Président Macron, c'est-à-dire la destruction de l'Enseignement Professionnel scolaire, public et laïque. Les élèves auront moins d'Ecole et plus d'Entreprise, les PLP verront leurs conditions de travail se dégrader encore une fois, avec notamment un volume

horaire de face à face pédagogique augmenté via une annualisation de leurs Obligations Règlementaires de Service. Couplée à la diminution des heures de cours pour les élèves, les suppressions de postes sont encore à prévoir. Quant à la carte des formations professionnelles, elle sera élaborée en tenant compte exclusivement du tissu économique local. Cela obligera les élèves à subir des formations non choisies et augmentera le taux d'échecs aux examens. Pour les enseignants des formations qui seront dites « non insérantes », les reconversions forcées seront la seule perspective d'évolution de carrière.

Pour terminer, voici le rappel de quelques revendications de la FNEC FP-FO :

- **Annulation des 2500 suppressions de postes prévues à la rentrée ! Création des postes nécessaires !**
- **Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice et abandon du « pacte » !**
- **Respect du Statut, des obligations de service et de la liberté pédagogique de tous les enseignants !**
- **Abandon de la réforme des LP !**
- **Création d'un statut d'AESH !**
- **Création d'un statut d'AED !**

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC FP-FO
Olivia Queysselier, Kévin Bastien,
Reynald Diranzo, Eric Mouchet.